

# Bulletin du FMI

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2007

## Face à la crise du crédit, le FMI est invité à renforcer sa surveillance

Laura Wallace  
Bulletin du FMI en ligne  
23 octobre 2007

- Les leçons des récents remous des marchés financiers étaient au centre d'une grande partie des travaux de l'Assemblée annuelle.
- Les discussions ont porté aussi sur l'état d'avancement du programme du FMI visant à réformer en deux ans le système des quotes-parts.
- Le nouveau Directeur général du FMI travaillera étroitement avec deux autres nouveaux venus à la Banque mondiale et au CMFI.

Les remous des marchés financiers ayant mis en évidence certaines lacunes du système financier international, des voix se sont élevées à l'Assemblée annuelle 2007 du FMI pour demander à celui-ci de renforcer ses activités de surveillance mondiale et d'améliorer sa propre gouvernance.

Les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales du monde entier se sont réunis à Washington du 20 au 22 octobre, à l'occasion de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, tandis que l'effondrement du marché hypothécaire à risque des États-Unis suscitait un regain d'inquiétude. Rodrigo de Rato, Directeur général sortant du FMI, a déclaré devant les délégués des 185 pays membres que les turbulences financières qui en ont résulté s'apparentaient à un «tremblement de terre sur le marché du crédit».

L'Assemblée annuelle coïncidait aussi avec une étape majeure dans la mutation de l'économie mondiale. En effet, trois grands pays émergents — Chine, Inde et Russie — sont maintenant à l'origine de plus de la moitié de la croissance mondiale, selon les [Perspectives de l'économie mondiale](#) qui viennent d'être publiées (en intégralité en anglais et partiellement en français). Cette information jette un éclairage particulièrement vif sur le projet de réforme visant à accorder davantage de poids aux pays émergents au sein du FMI, où la représentation des pays membres reflète encore (comme dans beaucoup d'autres institutions internationales) l'équilibre du pouvoir qui prévalait après la Seconde Guerre mondiale.

De l'avis de M. de Rato, la question est maintenant de savoir si l'économie mondiale a atteint un tournant décisif après cinq années de croissance soutenue. Selon les prévisions du FMI, la croissance mondiale se ralentira pour passer de 5,2 % en 2007 à 4,8 % en 2008, alors qu'elle était de 5,4 % en 2006. Jusqu'à présent, le resserrement du crédit survenu aux États-Unis et en Europe n'a eu que des effets limités sur les pays émergents. En fait, comme le faisait remarquer M. de Rato, «les pays émergents sont devenus une source de stabilité pour l'économie mondiale — situation inimaginable il y a quelques années».

Le Groupe des Vingt-Quatre (chargé de coordonner la position des pays en développement) a noté pour sa part que «les pays en développement sont devenus un moteur et un facteur de stabilisation de l'économie mondiale». Le groupe, en outre, a invité le FMI à renforcer la surveillance qu'il exerce sur le système financier des pays avancés.

### **Quand les génies s'échappent de leur bouteille**

Tommaso Padoa-Schioppa, Président du [Comité monétaire et financier international \(CMFI\)](#) — organisme chargé de définir les grandes orientations du FMI — a déclaré que, si les turbulences récentes des marchés financiers avaient été bien contrées par l'intervention énergique de plusieurs banques centrales, elles avaient aussi «révélé un certain nombre de problèmes qui sont peut-être plus profonds que l'épisode particulier à l'origine des tensions». «Il se passe des choses sur les marchés financiers, un peu comme si des génies s'étaient échappés de leur bouteille et étaient difficiles à suivre», a dit M. Padoa-Schioppa. «Manifestement, il faut des organes de surveillance. Il faut aussi que les établissements financiers qui créent ces nouveaux instruments parviennent eux-mêmes à mieux comprendre comment leurs créatures se comportent une fois qu'elles sont sur le marché. C'est là un vrai sujet de préoccupation», a-t-il ajouté. Selon lui, toutefois, la bonne nouvelle est que les remous financiers se sont produits à un moment où les liquidités sont abondantes dans le monde et où les économies se portent bien».



Dominique Strauss-Kahn — qui prendra ses fonctions de Directeur général du FMI le 1<sup>er</sup> novembre — à la séance plénière de l'Assemblée annuelle du FMI (photo FMI)

Les discussions qui se sont déroulées durant les trois journées de l'Assemblée — aussi bien lors de réunions officielles que pendant les séminaires organisés par le FMI, la Banque mondiale et divers centres d'études et de recherche — ont porté en grande partie sur les leçons des récents remous financiers, les perspectives économiques et financières mondiales, et les prochaines étapes des programmes du FMI et de la Banque mondiale.

Le CMFI a fait remarquer que l'innovation financière et la titrisation, bien qu'elles aient contribué à une plus grande diversification des risques et à une meilleure efficacité des marchés, ont aussi engendré de nouveaux défis «qui appellent des solutions appropriées». Le comité discerne cinq domaines appelant une action : les pratiques de gestion des risques posés par les produits structurés complexes; l'évaluation et la comptabilisation des instruments hors bilan, surtout en période de tension; la clarification du traitement des produits complexes par les agences de notation; les principes de base du contrôle prudentiel des entités financières réglementées; et la gestion de la liquidité.

Le CMFI a appelé le FMI à poursuivre ses travaux sur ces questions — en collaboration avec le Forum de stabilité financière, la Banque des règlements internationaux et d'autres

organisations — et à en rendre compte à la prochaine réunion du CMFI, qui se tiendra à Washington le 12 avril 2008. Il a encouragé le FMI à «élargir et approfondir ses compétences financières en vue d’anticiper les problèmes». Il lui a demandé de mieux intégrer les résultats de ses activités de surveillance multilatérale dans sa surveillance régionale et bilatérale. Enfin, le comité a salué les travaux engagés par le FMI sur la question des fonds souverains.

### **Une voix plus forte**

La réunion du CMFI a beaucoup porté aussi sur l’état d’avancement du programme du FMI visant à réformer en deux ans le système des quotes-parts de manière à ce qu’il reflète mieux l’évolution de la place des pays membres dans l’économie mondiale. Ce programme, lancé à Singapour l’an passé, a commencé par un relèvement ponctuel des quotes-parts des quatre pays les plus sous-représentés, à savoir la Chine, la Corée, le Mexique et la Turquie. De nombreux pays émergents et pays en développement ont fait part de leurs préoccupations au sujet de la portée de la réforme et de leurs chances d’obtenir une représentation adéquate dans la gestion de l’institution.

M. Padoa-Schioppa a déclaré à la presse que des progrès suffisants avaient été accomplis au cours de l’année écoulée pour donner l’espoir que les éléments essentiels du programme de réformes seraient mis au point d’ici les réunions de printemps. Il existe maintenant un consensus sur les trois points suivants : un transfert de voix au profit des pays émergents et des pays en développement; une augmentation générale des quotes-parts de l’ordre de 10 %; et au moins un doublement des voix de base pour protéger la part du groupe des pays à faible revenu dans le total des voix attribuées. L’objectif est de parvenir à un accord définitif sur la réforme à l’Assemblée annuelle de l’automne 2008.

### **Transition et maîtrise des dépenses**

Il incombera à [Dominique Strauss-Kahn](#) — l’ancien Ministre français de l’économie et des finances qui succédera à M. de Rato le 1<sup>er</sup> novembre — d’animer la réforme des quotes-parts, en plus de répondre aux autres demandes du CMFI, telles que la réorganisation des finances du FMI sur une base durable. Le CMFI a demandé au FMI d’élaborer, durant les six prochains mois, un nouveau modèle de revenu et de dépenses et de définir pour l’exercice 2009 une enveloppe budgétaire à moyen terme conforme à ce cadre. Le FMI a déjà entrepris de réduire ses dépenses de 6 % en termes réels durant la période 2006–08.

M. Strauss-Kahn travaillera étroitement avec deux autres nouveaux venus : le Président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, qui a pris la tête de l’institution il y a quatre mois, et le Ministre italien de l’économie et des finances, M. Padoa-Schioppa, désigné le mois dernier pour succéder au Britannique Gordon Brown à la présidence du CMFI.

Traduction d’un article du *Bulletin du FMI* en ligne : [www.imf.org/imfsurvey](http://www.imf.org/imfsurvey)